



LES GÉANTS DU WEB À LA CONQUÊTE DE LA TOILE AFRICAINE

Si l'Afrique reste l'un des continents les plus faiblement connectés par câbles sous-marins à l'Internet mondial, une vague d'investissements a permis, dans les années 2010, d'améliorer l'accès des pays côtiers africains à la bande passante internationale. Un renouveau est même constatable depuis 2018 ; des projets d'ampleur et de capacité inégalées sont désormais annoncés par les géants du Net sur le continent, tel le câble *Equiano* porté par *Google* ou le câble *Simba*, porté par *Facebook*. Signe que les GAFAM partent à la conquête de la toile africaine ?

L'AFRIQUE ET LE NUMÉRIQUE MARITIME : UN ÉTAT DES LIEUX

Entre 2007 et 2012, l'Afrique a connu une augmentation de capacité de 71 % avec la mise en place de sept nouveaux câbles internationaux et de quelques câbles régionaux¹. Généralement mis en place par des consortium d'opérateurs, en étroite collaboration avec les opérateurs locaux le long des côtes Ouest et Est, ces câbles naissent d'une relation étroite avec les acteurs européens de communication. La plupart de ces liaisons bénéficient d'aides financières internationales, entre autres de la Banque mondiale (câble *ACE* en 2012) et de la Banque africaine de développement (câble *EASSy* en 2010). Ces financements tentent de pallier la difficulté du continent à impulser seul ces ouvrages coûteux, alors que l'importance de l'accès au numérique pour le développement économique et social est désormais reconnue par les organisations internationales.

Depuis 2018, un nouvel élan est observable. Deux câbles regagnent désormais l'Afrique de l'Ouest après avoir traversé l'Atlantique Sud : le *South Atlantic Cable System* (SACS), qui relie le Brésil à l'Angola et le *South Atlantic Inter Link* (SAIL), qui relie le Brésil au Cameroun. Des projets envisagent par ailleurs de relier la France à l'Afrique de l'Est dans les prochaines années : c'est le cas des câbles *PEACE*, prévu pour 2020 entre le Pakistan, la France et le Kenya, et *Africa-1*, prévu pour aller du Pakistan vers l'Afrique du Sud dès 2021. Le développement de ces câbles, qui sortent des routes traditionnelles, est impulsé par des puissances étrangères : si le Japon a financé le SACS par l'intermédiaire de ses banques, les acteurs privés chinois proposent des solutions de connectivité à des prix inférieurs aux principaux concurrents de ce marché de niche, comme c'est le cas de l'entreprise chinoise *Huawei Marine Networks* qui a fourni le câble Afrique-Amérique latine *SAIL*, ou encore

des opérateurs chinois qui participent financièrement aux câbles *PEACE* et *Africa-1*.

Des « hubs », ou plates-formes numériques, émergent ainsi sur le continent. Sur la côte occidentale, le Ghana, le Nigéria, le Cameroun et dans une moindre mesure l'Angola se positionnent en ce sens. Sur la côte orientale, le Kenya compte quatre câbles actifs et trois en projet, tandis que Djibouti, 4^e pays le plus connecté d'Afrique, possède huit câbles actifs et trois en projet. Sans compter l'Afrique du Sud, qui se dessine comme un site d'atterrissage incontournable du fait de sa place centrale entre les deux façades et de son économie, la plus importante du continent, attractive pour les projets de câbles et de *datacenters*. La portée de ces hubs doit cependant être relativisée à la lumière de la faiblesse des infrastructures terrestres existantes à l'intérieur du continent. Si les données internationales qui arrivent dans les pays cités profitent à l'économie locale, les infrastructures terrestres ne permettent pas d'irriguer de manière égale le reste du pays ni les nations voisines. Le bénéfice retiré de ces infrastructures sous-marines est également limité par le fait qu'une multitude d'opérateurs nationaux existent, empêchant l'émergence d'un « grand opérateur continental »² capable de négocier avec les acteurs internationaux des câbles sous-marins, dont les GAFAM.

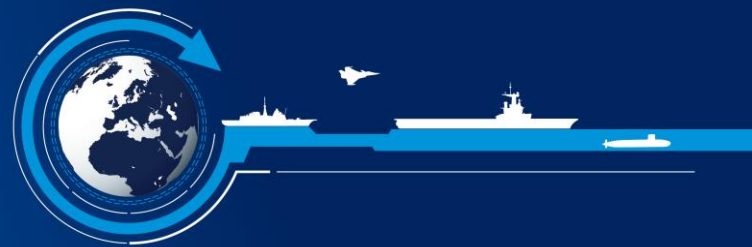
L'ARRIVÉE DES GAFAM EN AFRIQUE

Le marché des câbles sous-marins est en pleine mutation : l'investissement d'entreprises dites « *over the top* » (OTT), c'est-à-dire de fournisseurs de contenu offrant des services par contournement³ sur l'infrastructure d'Internet, bouscule les stratégies des opérateurs historiques de télécommunications, jusqu'ici principaux propriétaires de l'infrastructure, réunis en consortium d'entreprises. Ces acteurs sont principalement ceux que l'on appelle les « géants d'Internet » ou GAFAM (*Google*, *Facebook*,

¹ Dominique Boullier, « Internet est maritime : les enjeux des câbles sous-marins », *Revue internationale et stratégique*, 2014, n° 3, p. 149-158, p. 152.

² Dominique Boullier, p. 153.

³ C'est-à-dire des entreprises créant, structurant ou livrant des produits informationnels.

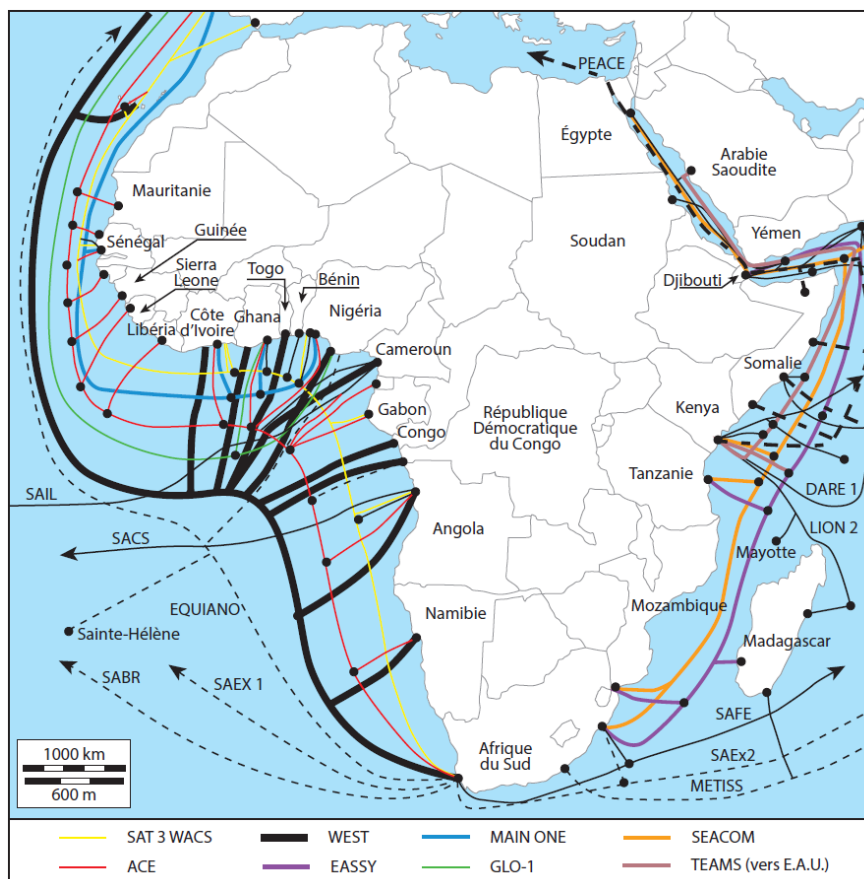


Amazon, Microsoft) et représentent une part importante d'investissements dans le secteur sous-marin depuis les cinq dernières années. Ainsi, en 2016, sur les axes transpacifique et transatlantique, leur demande en transmission de données a représenté plus de la moitié du trafic transporté sur ces routes⁴.

Les GAFAM partent désormais à la conquête de l'Afrique en lançant des projets de liaisons sous-marines. Pourquoi ? Les critères d'investissement sont désormais réunis sur le continent : l'augmentation de la population et la connectivité croissante de celle-ci font des pays côtiers africains des zones d'intérêt pour l'implantation des *datacenters* des géants du Net. Deux projets devraient ainsi voir le jour dans les prochaines années, dont le premier est le câble *Equiano*, porté par *Google*, qui reliera le Portugal à l'Afrique du Sud en passant par le Nigéria. Avec une mise en service prévue en 2020, ce câble détient une capacité théorique de 120 tb/s,

marquant ainsi une rupture capacitaire importante par rapport aux câbles existants. Un autre projet, nommé *Simba*, est prévu par *Facebook* pour faire le tour de l'Afrique, mais les détails n'en ont pas encore été révélés...

La capacité de ces groupes à négocier avec les acteurs locaux est cependant inférieure à celle des opérateurs traditionnels sur le continent : les OTT n'investissaient jusqu'à présent que peu dans l'infrastructure lourde en Afrique, alors qu'ils y multipliaient les technologies palliatives, augmentant la connectivité des individus. Observés avec méfiance par les opérateurs africains, qui ne voient des acteurs de confiance que dans les opérateurs historiques, les GAFAM sont donc ralentis dans leurs démarches et tentent de trouver, tant bien que mal, différentes astuces pour mener à bien leurs projets de connectivité internationale...



⁴ Rapport Telegeography, *Global Bandwidth Research Service*, Content Providers, 2017.